

LU POUR VOUS



LE PROGRÈS.fr

13/04/2017

« La police souffre d'un manque de reconnaissance et de protection »



Manque d'effectifs, mauvaises conditions de travail, absence de considération, pénibilité du travail... Les fonctionnaires de police en appellent aux candidats à l'Élysée sur les difficultés de leur profession.

Fabrice Galatioto est policier depuis 1996. Il a travaillé en région parisienne, avant de revenir sur ses terres ligériennes. Il a été affecté 9 ans en brigade de nuit à Saint-Étienne, avant d'intégrer le service judiciaire de nuit et de jour. En 2012, il a choisi de s'investir pleinement dans les instances syndicales, et il est devenu le secrétaire départemental d'Unité SGP Police, le

syndicat majoritaire dans la Loire. Il évoque le malaise de la police, qui ronge l'institution.

Un malaise lié à la fois aux conditions de travail et au manque de reconnaissance dont souffre la profession.

« Sous Sarkozy, nous avons perdu plus de 10 000 policiers. Évidemment, cela a eu des répercussions sur notre travail quotidien, tant au niveau du renseignement, que sur la voie publique, que sur la sécurité lors de nos interventions. Auparavant, on était trois par patrouille, nous sommes passés à deux. »

Fabrice Galatioto espère que le futur président aura à cœur de défendre sa police. Et de revoir le budget qui lui est alloué. Le manque d'argent a ainsi conduit l'État à renoncer au projet prévu pour la Loire d'un hôtel sécurité, regroupant police et gendarmerie sur un seul site. Les locaux du commissariat du cours Fauriel sont vétustes et plus du tout fonctionnels. Les policiers y travaillent dans des conditions ineffables.

« C'est la même chose au commissariat de Firminy où le plus choquant est que le public et les personnes en garde à vue passent au même endroit, posant d'évidentes questions de sécurité. »

Le policier voudrait que les candidats à la présidentielle prennent en compte les revendications de la profession.

« Nous souhaitons reconnaissance et protection. Des moyens d'intervention et de défense modernes. »

UNITÉ SGP
POLICE
FORCE OUVRIÈRE

On ne lâche rien !

www.unitesgppolice.com

FSMI
FORCE OUVRIÈRE
Fédération de Syndicats du Ministère de l'Intérieur

Nous souhaitons aussi qu'il y ait une tolérance zéro et une peine maximale pour les personnes portant atteinte aux policiers. Et aussi une augmentation de la prime de risque. Depuis les attentats, nous n'avons rien eu, bien qu'un protocole ait été signé pour ce déploiement particulier. Enfin si, nous percevons 5 euros de plus par mois.»

L'amélioration des conditions de travail passe aussi par un recrutement d'effectifs. Ce que proposent d'ailleurs tous les candidats à l'Élysée.

«Il faut que l'on revienne au nombre où nous étions avant 2008 et que les départs à la retraite soient compensés. Dans la Loire, on peut estimer entre 50 et 100 le nombre de policiers manquants.»

Des baisses d'effectifs qui pèsent sur les conditions de travail, et qui obligent à des rythmes insensés.

«Afin de prévenir les risques psychosociaux et permettre une vie familiale et sociale meilleure, le futur président devra réétudier les cycles horaires. À Saint-Étienne et dans le Gier, ces rythmes permettent un week-end de repos sur deux. Ce fonctionnement a été refusé à Roanne où les agents n'ont qu'un week-end de repos sur six. Dans l'Ondaine, c'est un week-end sur trois de repos, mais une période de 9 jours travaillés avec un seul jour de pause. Une façon pour l'administration d'optimiser les effectifs, mais dévastatrice pour les hommes et les femmes.»

Une manifestation entre les deux tours

Fabrice Galatioto demande aussi la fin de la politique du chiffre, et que la procédure judiciaire soit simplifiée. « Il y a dix ans une procédure de garde à vue c'était dix lignes, aujourd'hui c'est deux pages. On attend de notre futur président qu'il soutienne sa police et qu'elle ne soit pas mise en doute à chaque interpellation. Pour nous faire entendre, nous allons manifester entre les deux tours à Paris. Le 26 avril, nous allons remettre un livre blanc aux deux derniers candidats. Nous y exposons notre malaise et nos revendications. Nous espérons être entendus. »

Marie-Anne Leca